DOSSIER

#5 2025 | SUPPLÉMENT DE L'AKTUELL

OGB·L

Néolibéralisme

Outil

Capitalisme et (néo-)libéralisme

Capitalisme:

Le capitalisme est un mode de production des richesses fondé sur une séparation entre ceux qui possèdent les moyens de production (les employeurs) et ceux qui leur vendent leur temps de travail (les travailleurs)

Libéralisme/néolibéralisme:

Le libéralisme ainsi que le néolibéralisme sont des doctrines qui tendent à légitimer et organiser le capitalisme en tant que mode de production

Quand le marché façonne nos vies

Le néolibéralisme est bien plus qu'une théorie économique. Depuis les années 1980, il a profondément transformé nos sociétés, nos économies et nos modes de vie. Souvent présenté comme une simple évolution naturelle du capitalisme, il repose en réalité sur une refonte radicale du rôle de l'État, des rapports sociaux et des équilibres politiques. Son influence s'étend des politiques publiques aux normes culturelles, en passant par la manière dont nous concevons le travail, la solidarité et même notre place dans la société.

Le néolibéralisme n'est pas né d'un coup de baguette magique. Ses racines plongent dans les crises du XXe siècle, notamment dans les années 1930, lorsque des intellectuels comme Friedrich Hayek, Ludwig von Mises ou Walter Lippmann ont cherché à repenser le libéralisme classique. Face à l'échec du laissez-faire, à la montée des régimes autoritaires et aux défis posés par le keynésianisme, ces penseurs ont élaboré une nouvelle doctrine: un libéralisme qui ne rejette plus toute intervention de l'État, mais qui l'utilise pour garantir les conditions du marché.

Ce tournant, initié lors du Colloque Walter Lippmann en 1938, a posé les bases d'un modèle où l'État n'est plus un simple «gendarme», mais un architecte des règles économiques, chargé de protéger la concurrence et d'empêcher les déséquilibres.

Les décennies suivantes ont vu cette idéologie se concrétiser. Les chocs économiques des années 1970 – inflation, chômage, crise du système fordiste – ont offert un terrain fertile à sa diffusion. Les gouvernements de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis ont traduit ces idées en politiques: dérégulation, privatisations, flexibilisation du travail et réduction des protections sociales.

Ces réformes n'étaient pas des ajustements techniques, mais une redéfinition des priorités: la compétitivité et la rentabilité financière sont devenues les nouveaux dogmes, souvent au détriment de la cohésion sociale et de l'égalité.

Aujourd'hui, le néolibéralisme est partout. Il se manifeste dans la financiarisation de l'économie, où les marchés dictent leurs lois aux entreprises et aux États, et dans la marchandisation des services publics, où la santé, l'éducation ou les retraites sont de plus en plus soumises à des logiques de profit. Au Luxembourg, cette idéologie se traduit par des politiques de flexibilisation du marché du travail et de remise en cause des droits syndicaux. Le gouvernement actuel, en plaçant la notation AAA et la maîtrise des dépenses publiques au-dessus des investissements sociaux, illustre cette priorité donnée à la compétitivité plutôt qu'au bien-être collectif.

Mais le néolibéralisme n'est pas une fatalité. Il est le résultat de choix politiques, et comme tels, ces choix peuvent être remis en question. La mobilisation du 28 juin 2025, qui a rassemblé plus de 25 000 personnes pour défendre notre modèle social en est la preuve. Ce jour-là, salariés, frontaliers, jeunes et moins jeunes ont montré qu'une autre voie était possible, que la solidarité et la justice sociale ne sont pas des concepts dépassés, mais des fondements essentiels d'une société équilibrée.

Nous vous proposons dans ce dossier de revenir sur les origines du néolibéralisme, ses mécanismes et ses conséquences concrètes, pour éclairer la manière dont il a façonné nos économies et nos sociétés, et envisager comment nous pouvons et devons lui faire face.

Car le néolibéralisme n'est pas une loi de la nature. C'est une construction historique, et comme telle, elle peut être transformée■

L'acte fondateur du néolibéralisme

le Colloque Walter Lippmann de 1938

Les origines du néolibéralisme remontent aux années 1930 – une décennie marquée par une crise profonde qui vient mettre à mal les certitudes du libéralisme classique. Sur le plan économique, la Grande Dépression, déclenchée par le *krach* de 1929, vient en effet révélée les failles d'un système fondé sur l'autorégulation des marchés. Chômage de masse, faillites en cascade, paupérisation des classes moyennes: les principes libéraux, censés garantir prospérité et équilibre, apparaissent impuissants face à l'ampleur des désordres sociaux. Pendant ce temps, les modèles alternatifs sont en train de gagner en influence. D'un côté, les politiques keynésiennes, prônant l'intervention de l'État pour relancer l'activité, séduisent de plus en plus les gouvernements et une partie de l'opinion publique. De l'autre, les régimes autoritaires, comme le fascisme en Italie ou le nazisme en Allemagne, exploitent la crise pour imposer des solutions radicales, mêlant contrôle économique et répression politique. Enfin, à l'Est, le communisme soviétique, avec son modèle de planification centralisée et son rejet de la propriété privée, incarne une menace idéologique majeure pour les libéraux, qui y voient une négation absolue de leurs valeurs.

Pour les libéraux, le défi est de taille. Leur doctrine, fondée sur la confiance dans les vertus du marché et la limitation du rôle de l'État, est ouvertement remise en question. Les critiques se multiplient: le libéralisme a non seulement échoué à prévenir la crise, mais il a aussi aggravé les inégalités et affaibli les sociétés face aux chocs économiques. Pire, il apparait incapable de proposer des réponses concrètes aux attentes sociales, laissant le champ libre à des modèles alternatifs.

C'est dans ce contexte que va se tenir à Paris, du 26 au 30 août 1938, un colloque réunissant une vingtaine d'intellectuels — économistes, philosophes, juristes — de différentes nationalités, dont l'objectif affiché est de refonder théoriquement la doctrine libérale.

A l'initiative de ce colloque se trouve un homme du nom de Louis Rougier. Il s'agit d'un philosophe français aujourd'hui un peu oublié. Professeur de philosophie à Besançon, Louis Rougier était un adepte du positivisme logique, membre du Cercle de Vienne et l'auteur d'un certain nombre d'articles prônant un retour au libéralisme sur de nouvelles bases.

L'occasion de ce colloque est donnée par la parution de la traduction en français du livre de Walter Lippmann *An Inquiry into the Principles of the Good Society* (traduit en français par : *La Cité Libre*) et la présence de l'auteur à Paris. Walter Lippmann était à la fois un intellectuel, écrivain, politiste, journaliste et conférencier très influent aux Etats-Unis. Le colloque organisé par Louis Rougier se place directement sous son influence intellectuelle et en porte d'ailleurs le nom (colloque Walter Lippmann).

—— Un libéralisme en faillite

Les participants au colloque, parmi lesquels Friedrich Hayek, Ludwig von Mises, Alexander Rüstow, Wilhelm Röpke ou Jacques Rueff, partagent un constat: le libéralisme a échoué. Non seulement, il n'a pas su empêcher la Grande Dépression, mais il a aussi laissé le champ libre aux collectivismes de tous bords, du fascisme au communisme, en passant par le keynésianisme naissant.

Le problème est double pour ces libéraux. D'un côté, le libéralisme classique, avec son culte du laissez-faire, a produit des désastres sociaux et une instabilité économique chronique. De l'autre, les alternatives — planification étatique, protectionnisme, interventionnisme — séduisent les masses et menacent de reléguer le libéralisme aux oubliettes de l'histoire. Le colloque Lippmann se présente donc en quelque sorte comme un aveu d'impuissance autant qu'un acte de résistance.

—— Deux camps, une même urgence

Dès les premiers débats, deux camps viennent à s'affronter. Le premier, mené par Ludwig von Mises et Jacques Rueff — auquel appartient aussi Friedrich Hayek, même s'il n'est pas l'un des acteurs les plus visibles lors du colloque — défend un libéralisme orthodoxe, héritier de l'école de Manchester. Pour eux, il faut revenir au pur laissez-faire, supprimer toute entrave à la liberté économique et laisser le marché faire son œuvre. En d'autres mots, ces derniers estiment que la crise qu'ils traversent n'est pas celle du libéralisme, mais celle de ses trahisons par des États trop interventionnistes.

Le second camp est plus nombreux et plus influent. Il regroupe des figures comme

Walter Lippmann, Alexander Rüstow, Wilhelm Röpke ou Louis Rougier. Leur diagnostic est sans appel : le libéralisme classique est mort. Il faut inventer un «nouveau libéralisme», capable de concilier marché et régulation, liberté et ordre social. Ils souhaitent repenser le rôle de l'État. Celui-ci ne doit plus être «un simple gendarme», mais un véritable architecte des règles du jeu économique, qui garantit la concurrence et empêche les abus du capitalisme sauvage.

C'est dans ce contexte qu'Alexander Rüstow, un économiste allemand, forge le terme de «néolibéralisme». Il ne s'agit pas là d'un simple ajustement, mais d'une refonte radicale : l'État doit intervenir, non pour planifier, mais pour créer et maintenir les conditions du marché. Le marché ne doit plus être considéré comme un mécanisme naturel (= libéralisme classique), mais comme relevant d'une construction politique, constamment menacée par les déséquilibres et les monopoles.

—— La rupture idéologique

Le colloque Lippmann va ainsi acter une rupture majeure avec le libéralisme classique, dont on peut relever au moins trois idées fondamentales qui émergent des débats:

L'État doit être un garant actif du marché. Contrairement aux libéraux du XIXe siècle, qui voyaient l'État comme un ennemi, les néolibéraux vont reconnaitre qu'il doit jouer un rôle central — non pour supplanter le marché, mais pour le rendre possible. Il s'agit de réguler le marché, de briser les monopoles, de garantir la concurrence. Le marché n'est plus un donné naturel, mais un artefact à protéger.

L'individu doit devenir un «entrepreneur de lui-même». Le libéralisme classique imaginait un individu rationnel, guidé par son intérêt personnel dans un cadre institutionnel stable. Les néolibéraux, quant à eux, font de l'individu un «entrepreneur de lui-même», sommé de s'adapter en permanence aux exigences d'un monde concurrentiel. Cette vision, qui sera théorisée plus tard par Hayek ou les ordolibéraux allemands, annonce déjà la précarisation généralisée et la responsabilité individuelle des échecs sociaux.

© ADAM SMITH INSTITUTE

↑ SOCIÉTÉ DU MONT-PÈLERIN

→ WALTER LIPPMANN

© HARRIS & ERWING

La concurrence comme principe organisateur de la société. La compétition n'est plus un simple mécanisme économique. Elle devient un idéal, un principe organisateur de la société tout entière. Écoles, hôpitaux, administrations: tout doit être soumis à la «loi du marché». Cette extension du domaine de la concurrence, présentée comme une libération, constitue en réalité une soumission généralisée aux impératifs de la rentabilité.

—— Un consensus impossible, mais les graines sont semées

Le colloque ne débouche sur aucun consensus. Et ses ambitions se heurtent rapidement à la réalité. Le Comité international d'étude pour le renouveau du libéralisme (CIERL), créé pour diffuser les idées issues des débats, avorte dès 1939, balayé par la guerre et les divisions internes. Mais l'échec apparent de 1938 cache une recomposition plus profonde : en 1947, Friedrich Hayek, qui avait défendu à Paris un libéralisme encore proche de l'orthodoxie, fonde la *Société du Mont-Pèlerin*. Ce réseau, bien plus durable, deviendra l'épicentre de la diffusion mondiale des idées néolibérales. Hayek lui-même, après avoir rejeté toute intervention étatique en 1938, finira par admettre la nécessité d'un cadre juridique fort pour garantir le marché, même s'il rejettera jusqu'à la fin la notion de «néolibéralisme», préférant parler de: «libéralisme authentique» ou de «libéralisme classique».

Quoi qu'il en soit, le colloque Walter Lippmann aura semé les graines d'un libéralisme qui, pour survivre, aura accepté de s'appuyer sur l'État, tout en continuant à le combattre. Les idées forgées en 1938 — concurrence généralisée, individu-entrepreneur, marché comme norme sociale — deviendront les piliers des politiques de dérégulation, de privatisation et de précarisation qui marqueront la fin du XXe et le début du XXIe siècle■

Néolibéralisme

50 ans de casse sociale

Depuis les années 1970, le néolibéralisme s'est imposé comme une doctrine économique et politique dominante, transformant en profondeur les sociétés, les États et les rapports de force entre le capital et le travail. Cette évolution n'est pas le fruit du hasard: elle est le résultat d'une stratégie délibérée, portée par un groupe de penseurs, des réseaux d'influence et des gouvernements qui, en s'appuyant sur leurs thèses, ont redéfini le rôle de l'État et «libérer» les forces du marché.

Le néolibéralisme n'est pas qu'une simple théorie économique. C'est un projet politique global, qui vise à refaçonner la société autour de la logique marchande. Dès les années 1930 (voir l'article sur le Colloque Walter Lippmann) et plus encore à partir de l'après-guerre, des intellectuels dont les plus connus sont certainement Friedrich Hayek et Milton Friedman, posent les bases d'une contre-offensive contre l'interventionnisme étatique et les conquêtes sociales. Leur objectif ? Rétablir les conditions d'une économie de marché pure, où l'État aura pour rôle de garantir la propriété privée, la liberté contractuelle et la concurrence.

Ces idées, qui s'avèrent encore marginales après la Seconde Guerre mondiale, trouvent un terreau fertile dans les crises des années 1970. La stagnation économique, la hausse du chômage, l'inflation élevée, la baisse de la profitabilité du capital et les revendications sociales remettent en cause le compromis fordiste et dans une certaine mesure l'État-providence. Les néolibéraux y voient là une opportunité: la crise devient le prétexte pour imposer une «thérapie de choc» et redéfinir les règles du jeu économique.

—— Les années 1980 : la grande bascule

Les années 1980 marquent un tournant dans ce contexte. Avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, le néolibéralisme passe de la théorie à la pratique. Les politiques qu'ils mettent en œuvre sont radicales:

Dérégulation — Les secteurs clés (finance, énergie, transports) sont ouverts à la concurrence, sous prétexte d'efficacité. Les contrôles des capitaux sont levés, permettant aux marchés financiers de s'affranchir des frontières nationales.

Privatisations — Les services publics, autrefois considérés comme des biens communs, sont vendus au secteur privé. L'eau, les télécommunications, les chemins de fer deviennent des sources de profit pour des actionnaires.

Flexibilisation du travail — Les protections sociales et les droits des travailleurs sont démantelés au nom de la compétitivité. Le chômage de masse devient un instrument de discipline sociale, forçant les salariés à accepter des conditions de travail précaires.

Ces réformes ne sont pas seulement des ajustements techniques, mais constituent bien une offensive contre le monde du travail. Elles s'accompagnent d'un discours idéologique puissant: l'individu est responsable de son sort, la solidarité collective est un frein à l'initiative, et l'État, lorsqu'il intervient, doit le faire pour soutenir les entreprises, jamais pour protéger les plus vulnérables.

—— Les années 1990 : la financiarisation de l'économie

À partir des années 1990, le néolibéralisme entre dans une nouvelle phase: celle de la financiarisation de l'économie. Les marchés financiers, libérés de toute contrainte, deviennent le cœur du système. Les entreprises ne sont plus évaluées sur leur capacité à produire des biens et des services, mais sur leur rentabilité financière à court terme.

Les actionnaires dictent leurs exigences, et les dirigeants s'y soumettent, souvent au détriment de l'emploi et de l'investissement productif.

Cette financiarisation s'accompagne d'une marchandisation généralisée : tout devient une source potentielle de profit. Les retraites, la santé, l'éducation sont progressivement soumises aux logiques de marché. Les fonds de pension, les assurances privées et les partenariats public-privé se multiplient, transformant des droits sociaux en produits financiers.

——L'Union européenne : un cheval de Troie néolibéral

L'Union européenne va également jouer un

rôle clé dans la diffusion du néolibéralisme. Dès les années 1990, le traité de Maastricht, puis plus tard, le traité de Lisbonne viennent inscrire dans le marbre les principes de la concurrence libre et non faussée, de la stabilité budgétaire et de la libéralisation des marchés. La Banque centrale européenne, indépendante des gouvernements, devient le gardien d'une orthodoxie monétaire qui privilégie la lutte contre l'inflation au détriment de l'emploi et de la croissance.

Les politiques d'austérité imposées après la crise de 2008 illustrent très bien cette logique : plutôt que de taxer les fortunes ou de réguler la finance, c'est aux peuples qu'on va demander de payer la note. La Grèce, l'Espagne, le Portugal deviennent ainsi des cobayes, soumis à des plans de rigueur qui démantèlent les services publics et précarisent les populations.

↑ RONALD REAGAN & MARGARET THATCHER

—— Le néolibéralisme aujourd'hui : une hégémonie contestée ?

Aujourd'hui, le néolibéralisme est en tension. Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes,

les crises financières se multiplient et la planète est au bord de l'effondrement climatique. Pourtant, malgré ses échecs évidents, la doctrine résiste en s'adaptant, notamment en intégrant des éléments superficiels de discours, aussi bien écologiste que social, pour mieux perpétuer son ordre.

Les GAFAM et les géants de la Tech incarnent parfaitement cette nouvelle phase : ces entreprises promettent l'innovation et la liberté, tout en concentrant un pouvoir économique et politique sans précédent. Le «capitalisme de plateforme» étend la logique marchande à tous les aspects de la vie, transformant chaque interaction en opportunité de profit.

—— Le néolibéralisme n'est pas une loi de la nature, mais une construction politique

Depuis cinquante ans, le néolibéralisme a méthodiquement démantelé les protections sociales, précarisé le travail et soumis les sociétés à la dictature des marchés. Pourtant, ce n'était pas une fatalité. Cette doctrine n'a triomphé que parce qu'elle a été portée par des élites déterminées, des gouvernements complaisants — voire partisans — et des institutions internationales converties à la religion du «moins d'État, plus de marché». Mais l'histoire ne s'arrête pas là.

Aujourd'hui, les failles du système sont évidentes: les inégalités explosent, les services publics se meurent et la planète brûle sous l'effet d'un productivisme sans limites. Les tenants du néolibéralisme persistent, en proposant toujours les mêmes recettes: plus de flexibilité, plus de privatisations, plus d'austérité. Leur réponse à la crise ne consiste qu'à proposer encore une dose supplémentaire de ce qui l'a pourtant provoquée■

Le Chili, laboratoire du néolibéralisme

En 1973, le coup d'État d'Augusto Pinochet transforme le Chili en terrain d'expérimentation radicale du néolibéralisme. Sous l'influence des «Chicago Boys» — des économistes formés à l'université de Chicago par Milton Friedman — le régime militaire impose un choc économique sans précédent: privatisations massives (retraites, éducation, santé, entreprises publiques), libéralisation des prix, ouverture brutale aux capitaux étrangers et démantèlement des protections sociales.

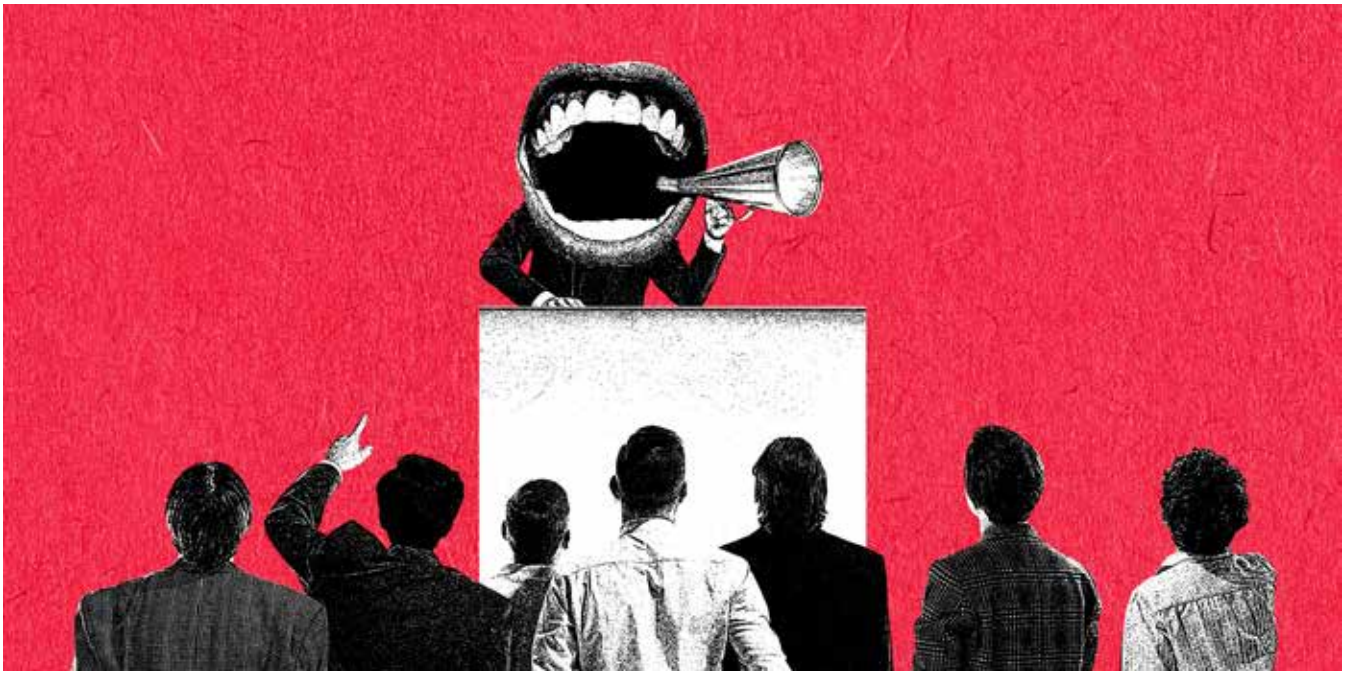
Les résultats sont immédiats: l'inflation, qui dépassait 600 % en 1973, chute certes à 10 % en 1981. Mais le coût social est dévastateur. Le chômage explose, les inégalités se creusent et la pauvreté se généralise. Les salaires réels s'effondrent de 40 % entre 1973 et 1980. La répression politique — tortures, disparitions, exil — étouffe toute opposition.

Ce modèle, imposé par la force, deviendra une référence pour les néolibéraux occidentaux. Margaret Thatcher, avant son élection en 1979, se rendra au Chili et rencontrera Pinochet.

Elle s'inspirera directement des réformes chiliennes pour lancer sa politique de privatisations et de dérégulation au Royaume-Uni. Aux Etats-Unis, les «Chicago Boys» chiliens deviendront également des conseillers écoutés dans les cercles conservateurs américains, sous la présidence de Reagan, qui adopte des mesures similaires après 1980: baisse drastique des impôts, dérégulation financière et affaiblissement des syndicats■

Face à la ligne néolibérale du gouvernement

Sortir de la défensive



Sous couvert de flexibilisation du marché du travail et de simplification administrative, la coalition CSV-DP conduit le Luxembourg vers un recentrage (néo-)libéral marqué. Une orientation politique et idéologique «business first» qui risque de faire des dégâts.

Flexibiliser le marché du travail, réduire les normes environnementales et sociales, contenir la progression des dépenses publiques - Luc Frieden est en quelque sorte un pur produit - politique - des années 90. Le «Neie Luc» présenté par la propagande électorale de son parti n'aura pas duré.

En effet, dès la finalisation de l'accord de coalition pour la période 2023-2028, la couleur était affichée.

Dès les premières lignes de cet accord de coalition, le ton est donné: préserver à tout prix la notation AAA et contrôler la dépense publique. Cette double priorité traduit un choix idéologique clair. Dans un pays dont la dette publique reste parmi les plus faibles d'Europe, la «discipline budgétaire» n'est pas une nécessité économique, mais une posture politique.

Dans *Das politische ABC des Luc Frieden*, publié avant les élections par l'avocat et politicien Max Leners, le Premier ministre est cité comme suit:

«Ein Staat, der ständig Schulden macht, verliert seine Handlungsfähigkeit.» («Un État qui s'endette en permanence perd sa capacité d'action.»)

Cette affirmation éclaire la ligne de conduite actuelle: la priorité est donnée à la maîtrise budgétaire, quitte à freiner l'investissement public. Elle traduit aussi une attitude idéologique commune aux politiques néolibérales: La dépense publique et en particulier la dette, nécessaire à toute dépense publique conséquente, sont perçues comme un mal qu'il faut réduire au strict minimum.

Un Etat qui dépense s'endette; et un état qui dépense, investit en ses services publics,

en son infrastructure, en ses routes, ses chemins de fer, ses écoles et ses hôpitaux. Il rémunère correctement son corps enseignant, son personnel soignant, ses forces de l'ordre. Il soutient son industrie, investit dans la transition verte, se prépare aux défis de demain. Il se met au service de la collectivité dont il est l'émanation.

Or, dans l'idéologie néolibérale, il n'y a pas de collectif. «There is no such thing as society» («La société n'existe pas»), disait Margaret Thatcher, Première Ministre britannique de 1979 à 1990 et l'une des représentantes les plus importantes de l'idéologie néolibérale.

Aux yeux des néolibéraux, l'Etat doit tout au plus servir à remplir les fonctions régaliennes les plus basiques et poser un cadre minimal permettant la «libre concurrence» sur le «libre marché».

Les néolibéraux rejettent toute sorte de normes qui pourraient interférer avec ce libre marché. Cela vaut pour les normes écologiques - on se souvient des discours sur une «écologie pragmatique» et «non contraignante» des divers représentants du gouvernement Frieden — comme pour les droits de l'Homme — là encore, on se souvient du positionnement du gouvernement CSV-DP quant à la question du devoir de vigilance tout au long des chaînes d'approvisionnement.

Cela vaut d'autant plus pour le droit du travail et les acquis sociaux. A plusieurs reprises, notamment pendant les «rondes sociales», Luc Frieden ou encore le Ministre du Travail Georges Mischo ont avancé la théorie selon laquelle le Code du Travail luxembourgeois serait parmi les plus extensifs en Europe. Ce qui ne correspond pas à la réalité, soit dit en passant: ainsi et à titre d'exemple, la protection contre le licenciement est plus faible dans le droit du travail luxembourgeois que chez nos voisins européens.

Par ailleurs, autant l'accord de coalition que les diverses sorties du Ministre du Travail, mais aussi du Premier Ministre affichent la volonté de «moderniser» le droit du travail et de «flexibiliser» notamment l'organisation du travail. Or, les projets de loi déjà déposés, notamment en matière de travail dominical et d'heures d'ouverture dans le commerce, mais aussi les autres projets de réforme déjà annoncées montrent les véritables intentions derrière la terminologie technocratique: Affaiblir le droit du travail, donner plus de marge de manoeuvre aux employeurs, réduire les protections dont bénéficient les salariés.

C'est dans ce sens qu'il faut d'ailleurs interpréter l'attaque sans précédent contre les syndicats représentatifs au plan national lancée par Georges Mischo: en détournant une directive européenne destinée à renforcer les salaires minimaux et à augmenter la couverture conventionnelle dans le but d'enlever le rôle exclusif des organisations syndicales dans la négociation et la signature de conventions collectives; en tentant d'affaiblir le contenu de ces mêmes conventions collectives et d'en extraire des éléments essentiels; en essayant de libéraliser le travail dominical ou encore en voulant rendre possible une période de référence annuelle sans convention collective, le Ministre du Travail déroule une attaque idéologique importante contre les syndicats et les conventions collectives. Ses divers faux-pas ne doivent pas cacher la réalité: il s'agit d'une politique néolibérale à tous les égards, destinée à affaiblir, voire à détruire tout ce qui pourrait poser un frein à l'accumulation toujours plus importante de capitaux.

Il est évident que les organisations syndicales qui comptent parmi les dernières forces réellement collectives dans une société de plus en plus individualiste sont des cibles de choix pour tout gouvernement néolibéral. D'ailleurs, Margaret Thatcher avait, à son époque, lancé une offensive d'ampleur contre les syndicats britanniques - avec succès malheureusement. C'est notamment la défaite de la grève des mineurs de 1984-1985 et l'affaiblissement conséquent des organisations syndicales qui ont permis à Thatcher de dérouler ses politiques néolibérales - avec des conséquences néfastes jusqu'à aujourd'hui.

Au Luxembourg, le gouvernement Frieden, quasiment en parallèle de l'attaque contre les droits de négociation des syndicats représentatifs, s'est aussi attaqué au système public et solidaire des pensions - pourtant l'un des plus solides et les plus performants en Europe et dans le monde. Là encore, la matrice néolibérale pointe son nez: non seulement il s'agit de détruire - progressivement - un système basé sur la solidarité et géré conjointement par les partenaires sociaux; mais aussi d'affaiblir plus généralement la position des tous ceux qui doivent travailler pour subvenir à leurs besoins. En maintenant sur le marché du travail des segments de la société qui auraient déjà profité de leur retraite autrefois, on y accroit le nombre et la concurrence entre salariés et on renforce la position de négociation des employeurs.

L'orientation néolibérale du gouvernement Frieden se traduit aussi dans d'autres domaines : Que ce soit en matière de fiscalité - compétitivité avant tout, mais surtout pas d'impôt sur la fortune ou sur les capitaux ; ou encore de logement - plutôt que d'investir massivement dans le logement public ou d'encadrer la spéculation foncière, le gouvernement mise sur des incitations fiscales pour investisseurs.

Elle se démontre très clairement, encore, dans les sorties récentes, surtout de Luc Frieden, en matière de système de santé. Le système de santé public et solidaire, construit des décennies durant notamment avec une forte implication des syndicats, serait désuet, plus adapté à l'époque actuelle. Le problème serait une trop forte centralisation. Des termes comme «économie planifiée» ont notamment été utilisés. Pourtant, il s'agit d'un des meilleurs systèmes de santé du monde, les experts s'accordent à le dire. Mais pour les tenants de la ligne néolibérale, un système de santé qui profite au plus grand nombre plutôt qu'à quelques investisseurs privés dérange.

L'orientation néolibérale du gouvernement Frieden n'est donc plus à démontrer. Reste à en déterminer les conséquences possibles. A travers l'Europe, ces mêmes politiques ont non seulement détérioré les services publics et affaibli le tissu social, elles ont aussi conduit à des situations sociales et politiques explosives et ramené au pouvoir ou au bord du pouvoir toute une série de formations d'extrême droite.

Grande manifestation du 28 juin 2025

Lorsque les protections s'amenuisent et que la solidarité s'efface, les discours identitaires gagnent du terrain. En effet, le néolibéralisme et le populisme de droite se nourrissent l'un l'autre: l'un détruit les repères collectifs, l'autre promet de les restaurer en désignant des boucs émissaires.

Les exemples des pays européens où l'extrême-droite a pu prospérer le montrent: plus les services publics sont affaiblis, plus l'Etat recule, plus les gens sont isolés, seuls, plus les idées fascistes avancent. Il y a un lien direct entre l'hôpital qui ferme par manque de financements publics, le commissariat qui est délocalisé, le bureau de poste qui n'accueille plus les usagers, et les idéologies nauséabondes qui progressent.

Quand il n'y a plus de lieux qui réunissent les gens, quand les bistrots ferment faute de profitabilité, quand il n'y a plus d'humain dans la caisse du magasin avec qui échanger quelques mots, quand le facteur n'amène plus le courrier, que le seul lien vers l'extérieur deviennent les réseaux sociaux et leurs algorithmes contrôlés par le grand capital qui lui préférera toujours le fascisme à la justice sociale, alors toutes les conditions sont réunies pour que nos sociétés basculent.

Au Luxembourg, ce n'est pas - encore - le cas. Si aucun pays n'est à l'abri de ce genre de développements, il ne s'agit pas d'une fatalité non plus. A une condition: de ne pas céder aux chantres du néolibéralisme.

En ce sens, la grande manifestation nationale du 28 juin 2025, organisée par le front syndical OGBL-LCGB, a constitué un moment fort de résistance et un moment de bascule. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé collectivement à Luxembourg-Ville pour défendre leurs conditions de travail, la sécurité sociale et les droits collectifs. Luxembourgeois et non-luxembourgeois, résidents et frontaliers, jeunes et moins jeunes ont, en quelque sorte, pris leur destin en main et rejeté collectivement l'agenda néolibéral du gouvernement Frieden.

La journée de mobilisation a marqué un coup d'arrêt aux projets gouvernementaux et forcé le gouvernement à retirer notamment son attaque contre les droits syndicaux et à amenuiser ses projets d'allongement de la durée de travail.

Mais elle a réussi beaucoup plus que cela. Elle a démontré que face à la logique du marché et à la marche triomphale et destructrice du néolibéralisme, il peut y avoir un sursaut collectif. Elle a fait descendre dans la rue des milliers de personnes qui, pour beaucoup, n'étaient jamais descendues dans la rue, et qui désormais savent qu'il est possible de changer le cours des choses collectivement.

Elle a aussi catapulté au centre du débat politique des enjeux sociaux plutôt qu'identitaires. Désormais, la ligne de démarcation politique se profile autour de questions économiques, sociales, et non autour de questions comme l'immigration ou liées aux culture wars qu'on connait ailleurs.

En cela, cette journée de mobilisation est d'ores et déjà à considérer comme historique, et les conséquences à moyen et à long terme ne sont pas encore visibles.

Elle a aussi été le fruit de l'unité syndicale entre les deux principales organisations syndicales OGBL et LCGB, historiquement adversaires de par leurs filiations politiques respectives. La collaboration entre les deux syndicats, qui a débuté par un front syndical ad hoc constitué afin de repousser l'attaque contre les conventions collectives et les droits syndicaux, a été formalisée au sein de l'Union des syndicats OGBL-LCGB.

Elle est la seule réponse valide aux défis posés non seulement par le gouvernement Frieden, mais aussi par la situation politique en Europe et dans le monde.

Le syndicat unitaire allemand, le DGB, tout comme son pendant autrichien ÖGB, est né après la Seconde Guerre mondiale. Le mouvement ouvrier germanophone, qui avait été largement détruit après la prise de pouvoir des nazis, a su tirer les bonnes leçons de sa défaite historique à l'aube de la «Machtergreifung».

La dernière phrase du syndicaliste et politicien Wilhelm Leuschner, exécuté en 1944 pour son implication dans la tentative

d'attentat et de coup d'Etat contre Hitler du général Von Stauffenberg, «Morgen werde ich gehängt. Schafft die Einheit.» («Demain, je serai pendu. Faites l'unité.») fait partie des mythes fondateurs du DGB.

Leuschner était profondément convaincu que l'unité du mouvement ouvrier syndical, qu'un syndicat unique, aurait éventuellement pu empêcher la prise de pouvoir du NSDAP, et aurait au moins pu en atténuer les conséquences.

En ce sens, et sans vouloir faire de comparaisons historiques mal placées entre la situation actuelle et celle au début des années 1930, la responsabilité du mouvement syndical est, en toutes circonstances, énorme. Jusqu'à preuve du contraire, le mouvement syndical luxembourgeois a répondu présent. Et face à l'état du monde et aux dangers qui guettent, il s'agit de tout sauf d'un luxe.

Face à un grand capital de plus en plus décomplexé, prêt à tout pour parvenir à ses objectifs et pour sécuriser ses marges, notamment à s'allier avec l'extrême-droite, face à des gouvernements qui n'hésitent plus à s'attaquer de front à la démocratie sociale et aux libertés syndicales (tout comme à d'autres droits fondamentaux), le mouvement syndical ne peut effectivement plus se permettre le luxe de la division. Au-delà des lignes de démarcation d'ordre idéologique ou politique, la cause commune, celle de tous ceux et celles qui doivent vendre leur force de travail pour subvenir à leurs besoins, doit primer sur toutes les autres considérations.

Le mouvement syndical est la première et la dernière ligne face au fascisme, à l'autoritarisme et à l'extrême droite, comme il l'a toujours été. Mais le combat ne commence pas avec la lutte contre l'extrême droite. Il commence avec la lutte contre les politiques qui rendent possible l'avènement de l'extrême droite et de ses idées réactionnaires, qui installent un climat qui favorise l'émergence de forces hostiles à la démocratie et au vivre-ensemble.

Au Luxembourg, le premier pas est fait avec la mobilisation autour du 28 juin et le coup d'arrêt dispensé aux attaques les plus dures du gouvernement Frieden. Mais pour installer un vrai cordon sanitaire social («Sozial Brandmauer»), expression utilisée - par analogie au cordon sanitaire politique et médiatique - par la présidente de l'OGBL Nora Back, il faut désormais passer à l'offensive.

L'Union des syndicats a réussi à se placer au centre du jeu politique - et à rassembler non seulement l'opposition parlementaire, mais aussi une grande partie de la société civile organisée autour d'elle. Elle a aussi réussi à être soutenue par une grande partie de la population et de l'électorat. En cela, elle a aussi réussi à construire un pont entre la population active qui ne dispose pas du droit de vote et les forces parlementaires qui représentent avant tout la population disposant de ce droit de vote.

Grâce à cela, le rapport de force a basculé. Le gouvernement semble plus désuni que jamais, les partis de la coalition, et avant tout le CSV, sont au plus bas dans les sondages, la marge de manoeuvre politique pour les 3 années restantes du mandat semble très étroite.

Reste maintenant à transformer l'essai en formulant une alternative concrète et crédible aux politiques du gouvernement Frieden - et à préparer l'après. Historiquement, les gouvernements luxembourgeois qui ont provoqué des mouvements sociaux de l'ampleur du 28 juin 2025 n'ont jamais survécu aux prochaines échéances électorales. Il y a de fortes chances que cette règle soit confirmée une fois de plus.

Mais pour vaincre les politiques néolibérales et tout ce qu'elles entrainent - notamment le renforcement de l'extrême-droite qu'on peut déjà observer dans les sondages - il faut construire une alternative sociale et politique. Il faut, une fois de plus, réunir, rassembler, toutes les forces d'opposition parlementaires et extraparlementaires – et même celles au sein même des partis de gouvernement - autour d'une vision commune, positive et non défensive cette fois.

Il faut sortir de la défensive dans laquelle le néolibéralisme a forcé les forces progressistes depuis les années 1980. Et pour cela, il faut construire un projet de société, avec toutes les forces qui le souhaitent. Il faut oser poser les questions fondamentales. Il faut poser la question du système économique dans lequel nous souhaitons vivre. Il faut se poser, collectivement, la question du Luxembourg dans lequel nous voulons vivre en 2030, en 2050 ou encore en 2070. Le début est fait, à nous maintenant de passer à l'offensive■

L'Union des syndicats a réussi à se place au centre du jeu politique - et à rassembler non seulement l'opposition parlementaire, mais aussi une grande partie de la société civile organisée autour d'elle.

Petit glossaire du néolibéralisme

Concepts

EFFET TRICKLE-DOWN

Également appelé théorie du ruissellement, cet effet consisterait dans le fait qu'une politique qui favorise les plus riches profite à la longue à toute la population. L'argument est que les riches consommeraient et investissaient alors davantage, ce qui profiterait à la croissance économique et contribuerait à créer plus d'emplois. Chaque rapport Oxfam sur la répartition des richesses dans le monde démontre que cette théorie ne tient pas la route.

COURBE DE LAFFER

Hypothèse établie par l'économiste américain Arthur Laffer, qui, en partant de l'hypothèse de l'agent économique rationnel, postule qu'au-delà d'un certain point d'inflexion de la courbe, les retours d'une augmentation de l'imposition diminuent, car elle découragerait les contribuables à travailler (respectivement les inciterait à l'évasion fiscale).

HOMO OECONOMICUS

Hypothèse de base de l'économie classique que l'homme est un acteur économique rationnel, qui cherche toujours à maximiser ses gains en utilisant au mieux les ressources à sa disposition. Cela permet de développer des modèles mathématiques élaborées, même s'il s'agit d'une pure abstraction, qui ne se rencontre nulle part en réalité. Le concept est d'ailleurs en contradiction évidente avec des sentiments humains telles que l'amour, la solidarité et l'altruisme.

LIBRE-ÉCHANGE

A l'opposé du protectionnisme, les adeptes du libre-échange favorisent la suppression de toutes les barrières au commerce international, qu'ils soient tarifaires (droits de douane) ou non tarifaires (subventions aux exportations, normes techniques, règlementation sociale ou environnementale...).

LAISSEZ-FAIRE

Suivant le slogan «Laissez faire, laissez passer» des physiocrates du XVIIIe siècle, les partisans du laissez-faire estiment que toute ingérence de l'Etat dans le domaine de l'économie est nuisible au développement de l'économie, mais qu'il faudrait laisser fonctionner le marché sans entraves. Le rôle de l'Etat se limiterait à un Etat «veilleur de nuit» (police, armée...).

Le concept a connu ses heures de gloire pendant la période du capitalisme manchestérien au XIXe siècle, la notion néolibérale de «gouvernance» (gestion de l'économie qui favorise les «marchés») est en rupture avec cette notion.

MAIN INVISIBLE

Concept développé par l'économiste écossais Adam Smith au XVIIIe siècle, qui indique que les individus, ne pensant a priori qu'à leur propre gain, serait conduits en ce faisant comme par une «main invisible» de contribuer à l'intérêt général. L'exemple typique serait le boulanger, qui veut tirer des gains en vendant des pains, mais en même temps contribue à distribuer de la nourriture et donc d'éviter la famine.

OPTIMUM DE PARETO

Développé par l'économiste italien Vilfredo Pareto, l'optimum de Pareto décrit un état d'équilibre d'allocation de ressources. Toute modification de cet optimum permettrait seulement d'améliorer la satisfaction de certains agents économiques en diminuant la situation des autres.

THÉORIE DU PUBLIC CHOICE

Développé par les économistes américains dans les années 1960, cette théorie part du principe que les représentants de l'Etat (membres du gouvernement, parlementaires et hauts fonctionnaires) sont des agents économiques rationnels comme les autres, donc visent à optimiser leur propre bien-être via leur action politique ou gouvernementale. En pratique, cette théorie est surtout utilisée pour justifier le démantèlement des services publics et pour introduire des pratiques de management du secteur privé dans la Fonction publique.

MARCHÉS EFFICIENTS

Hypothèse de base de l'économie néoclassique qui part du postulat que les prix sur le marché libre reflètent l'ensemble des informations disponibles pour les agents économiques. Dans cette optique, tout déséquilibre du marché, toute crise économique ne peut être l'effet que de chocs externes au marché.

FINANCIARISATION

Ce terme regroupe plusieurs dimensions, à savoir :

1) L'augmentation du poids des marchés financiers dans l'économie globale
2) L'application de processus et de méthodes de gestion du secteur financier dans d'autres secteurs de l'économie, et notamment dans les secteurs publics et non marchands
3) Le recours accru de l'économie dite «réelle» au financement via les marchés financiers

JUSTICE SOCIALE

Suivant Friedrich Hayek, la notion de «justice sociale» est un mirage, voire un non-sens. Selon Hayek, l'ordre économique résulte de forces impersonnelles et non de volontés humaines, donc il ne peut pas être qualifié de juste ou injuste, seulement de favorable ou défavorable. La situation de l'individu qui se trouve dans une précarité extrême parce qu'il perd son emploi en raison d'une mesure de rationalisation se trouve pour Hayek dans la même situation que l'individu victime d'un ouragan.

En d'autres termes : c'est la main invisible du marché qui cause la situation précaire, pas l'intention du patron, qui n'a pas d'autre choix que de s'adapter.

Écoles

ECOLE DE FRIBOURG («ORDOLIBÉRALISME»)

L'ordolibéralisme, qui a été développé par des économistes et juristes de l'Université de Fribourg-en-Brisgau, redéfinit la mission de l'Etat par rapport au libéralisme classique. Celui-ci aurait comme rôle de définir une «ordo» (nom de la revue de l'école), donc un ordre normatif et régulateur, qui permet le développement d'une concurrence libre et non faussée. Ses principaux représentants sont Walter Eucken, Alexander Rustow et Wilhelm Röpke, qui créent le courant au début des années 1930, en opposition au marxisme, mais aussi au nazisme. L'heure de gloire de l'ordolibéralisme vient après la 2e guerre mondiale, en particulier à travers son adepte Ludwig Erhardt, qui est ministre de l'économie (1949-1963) puis chancelier (1963-1966) de la République fédérale d'Allemagne.

ECOLE AUTRICHIENNE

Ecole économique formée à Vienne à partir des années 1870, dans le contexte de la dite « révolution marginale » - au lieu de seulement considérer le marché comme un équilibre entre offre et demande, les marginalistes introduisent la notion de l'utilité marginale, c'est-à-dire que la valeur d'usage d'un produit dépend de l'utilité de la dernière unité consommée. La notion de la valeur-travail défendu par les économistes classiques (Smith, Ricardo...) est remplacée par une conception subjectiviste de la valeur. Cette approche subjectiviste est au centre de la théorie économique de l'école autrichienne, qui défend un individualisme méthodologique catégorique. Dans ce sens, les «autrichiens» (qui, depuis la 2e guerre mondiale, se retrouvent plutôt aux Etats-Unis) rejettent l'application de méthodes des sciences dites exactes à l'économie, ce qui les sépare de l'économie néoclassique. On peut parler de plusieurs générations : Menger, Wieser et Böhm-Bawerk à la fin du XIXe siècle ; Mises et Hayek dans l'entre-deux-guerres, puis des économistes plus internationaux tel que Kirzner, Huerta de Soto ou encore l'autoproclamé «anarcho-capitaliste» Murray Rothbard. Le courant «autrichien» a aujourd'hui une certaine influence sur les marges du trumpisme.

ECOLE DE CHICAGO (OU «MONÉTARISME»)

Surtout développé à l'Université de Chicago, le monétarisme défendu notamment par Milton Friedman, George Stigler et Gary Becker, s'inscrit à l'opposé de l'école autrichienne, dans le cadre de l'économie néoclassique. L'Ecole de Chicago est née dans les années 1930 en opposition au keynésianisme. Les monétaristes défendent notamment une théorie quantitative de la monnaie, c'est-à-dire qu'ils partent du principe que l'inflation est due à la masse monétaire en circulation. Par ailleurs, les économistes de Chicago se sont intéressés à la libre concurrence, estimant que des situations de monopole peuvent correspondre à des situations d'équilibre dans un marché efficient et rationnel, ce qui les met en opposition au libéralisme classique. L'Ecole de Chicago est surtout connu pour son soutien à des politiques de libéralisation et d'austérité, en faisant abstraction de la nature du régime comme des conséquences sociales d'une telle politique (en particulier les tristement célèbres «Chicago Boys»).

SOCIÉTÉ DU MONT-PÉLÉRIN

Fondée en 1947 lors d'un colloque au Mont Pélérin en Suisse romande, la Société du Mont-Pélérin rassemble des intellectuels (économistes, juristes, philosophes...) des trois courants précités pour défendre des idées et valeurs communes tel qu'une économie de marché libre et non faussée, la libre concurrence, la société ouverte, l'opposition au communisme et à l'interventionnisme d'Etat. Son premier président a été Friedrich Hayek.

Quelques personnalités

FRIEDRICH (VON) HAYEK
1899-1992

Professeur d'économie à Vienne, puis à partir de 1931 à la London School of Economics, Hayek apparait comme un des principaux adversaires théoriques de John Maynard Keynes dans les années 1930. Il participe en 1938 au Colloque Walter Lippmann pour refonder le libéralisme. En 1944, avant la fin de la seconde guerre mondiale, il met en garde dans son livre influent *La route de la servitude* devant l'Etat-providence, qui risque de mener, selon lui, à un nouveau totalitarisme. Après la guerre, il s'occupe de moins en moins d'économie, mais plutôt de questions relatives au droit, à la sociologie voire la biologie, mettant les limites de la capacité de connaissance de l'être humain au centre de ses réflexions. Tout en récusant le qualificatif de «conservateur» (*Why I am not a conservative,* 1960), il exprime dans ses dernières décennies des sympathies pour des régimes dictatoriaux (Salazar, Pinochet) et propose l'abolition des banques centrales pour développer une concurrence entre les monnaies. Prix Nobel de l'Economie en 1974.

MILTON FRIEDMAN 1912-2006

Professeur de l'Université de Chicago à partir de 1946, Milton Friedman est un des porte-voix les plus connus du néolibéralisme après la 2e guerre mondiale. Ses idées monétaristes et dérégulationnistes ont fortement influencé les gouvernements Reagan aux Etats-Unis et Thatcher au Royaume-Uni. Friedman a d'ailleurs été conseiller officieux du président Reagan. Sa

visite au Chili en 1975 a mené à l'instauration d'une politique néolibérale par la junte militaire de Pinochet. Par ses livres dans un style compréhensible par le grand public tel que *Capitalism and Freedom* (1962), mais aussi par son programme télévisé *Free to choose,* Friedman a probablement contribué, plus qu'aucun autre économiste, à populariser les idées néolibérales. Prix Nobel de l'Economie en 1976.

LUDWIG (VON) MISES 1881-1973

Conseiller du gouvernement, puis de la Chambre de Commerce autrichienne avant la 1ère guerre mondiale, Mises intègre l'Université de Vienne en 1913. Il devient surtout connu dans l'entre-deux-guerres pour avoir élaboré une critique théorique de l'économie planifiée telle qu'elle est mise en œuvre en Union soviétique. Face au développement de l'austrofascisme et du nazisme, il s'exile à Genève en 1934, puis aux Etats-Unis en 1940, où il publie sa principale œuvre *Human Action*, véritable bible de l'école autrichienne. Il participe aussi aux travaux de la Société du Mont-Pélérin, mais considère que ses collègues seraient «tous des socialistes». Très influent dans les milieux libertariens jusqu'à nos jours.

JOSEPH SCHUMPETER 1883-1950

Economiste hétérodoxe, brièvement Ministre des Finances autrichien sous le chancelier social-démocrate Karl Renner (1919), Schumpeter est difficilement rattachable aux différents courants libéraux. Il a néanmoins eu un impact considérable sur les idées néolibérales via sa théorie de l'innovation et de l'entrepreneuriat, et surtout de son concept de la «destruction créatrice». Cette idée part du principe que le capitalisme se régénère par l'irruption de nouvelles entreprises innovatives, qui amènent les anciennes industries qui ne parviennent pas à s'adapter ou sont moins productives à disparaître du marché. Vouloir éviter des faillites ou des disparitions des secteurs entiers serait s'opposer à la dynamique du capitalisme. Néanmoins, dans son livre *Capitalisme, socialisme et démocratie* de 1942, Schumpeter estime que le capitalisme va inévitablement être supplanté par le socialisme bureaucratique, vu la tendance des gouvernements à favoriser le court-terme sur le long-terme, évolution qu'il regrette bien entendu.

MARGARET THATCHER 1925-2013

Première femme Premier ministre du Royaume-Uni (1979-1990), Margaret Thatcher a incarné plus que nul autre la révolution néolibérale qui s'est mise en œuvre à partir des années 1970. Ainsi, elle baisse massivement les taux d'imposition sur les plus grandes fortunes (de 83% à 40% en plusieurs étapes), privatise de nombreuses entreprises publiques (BP, British Telecom, British Airways, British Steel...), brise le mouvement syndical, notamment dans le cadre de la longue grève des mineurs en 1984-85. En général, elle réoriente le Royaume-Uni d'une société industrielle vers une économie dominée par les marchés financiers. Philosophiquement, elle s'appuie surtout sur les idées de Hayek, qu'elle considère comme son maître, allant jusqu'à déclarer que «la société, ça n'existe pas» («There is no such thing as society»). Elle doit démissionner en 1990 en raison de l'opposition populaire à la «Poll Tax» (impôt levé par tête, donc non progressif).

RONALD REAGAN 1911-2004

Pendant américain de Thatcher, Reagan a eu la particularité d'être acteur hollywoodien, et même président du syndicat des acteurs, avant de se lancer en politique. Il quitte le parti démocrate pour le parti républicain en 1962 et devient gouverneur de Californie dès 1967. Il est élu président contre le président sortant Jimmy Carter en 1980. Influencé notamment par Milton Friedman et la Chicago School, il mène sur le plan économique une politique de l'offre («supply side economics»), un contrôle de la monnaie pour baisser l'inflation, et, du moins en théorie, une baisse des dépenses fédérales (en réalité, celles-ci ont augmenté fortement pendant la période Reagan en raison de fortes hausses du budget de la défense dans le contexte de la guerre froide). Comme Thatcher, il baisse massivement les impôts pour les plus fortunés et mène une politique de privatisation et de dérégulation des services publics (entamé déjà en partie sous l'administration Carter).

AUGUSTO PINOCHET 1915-2006

Militaire de carrière, Pinochet prend la tête de la junte militaire qui renverse le président démocratiquement élu Salvador Allende le 11 septembre 1973. A la suite, une dictature brutale est instaurée, marquée par de nombreuses violations de droits de l'homme (au moins 3200 morts et disparus, des dizaines de milliers d'opposants arrêtés et torturés...). A partir de 1975, Pinochet mène une politique de libéralisation tous azimuts, faisant appel aux «Chicago Boys» (jeunes économistes de l'Université de Chicago) pour mettre en œuvre une politique visant à diminuer l'inflation et le déficit public, et aussi à ouvrir le Chili aux marchés internationaux. A la suite de ces réformes et dans un contexte international défavorable, l'économie chilienne s'écroule en 1982-83. Les «Chicago Boys» sont renvoyés et Pinochet nationalise toutes les banques chiliennes (pour les revendre ensuite au plus offrant). La politique de libéralisation est reprise dès 1984. En 1988, Pinochet perd un référendum sur la prolongation de son mandat, menant à la fin de sa présidence en 1990. Il reste commandant en chef des forces armées jusqu'en 1998. Cette même année, Pinochet est arrêté au Royaume-Uni en raison de ses crimes contre l'humanité, mais en fin de compte, en raison de l'état de santé du général, puis de son décès en 2006, le procès n'a jamais été mené à terme.

Jamais seul face à l'injustice sociale!

Devenir membre: hello.ogbl.lu

ogbl.lu

OGB·L
LE SYNDICAT